

LES MARCHÉS RÉSISTENT MAIS L'INCERTITUDE DEMEURE

Le contexte géopolitique tendu lié à la guerre en Iran n'a pour le moment que peu impacté la confiance des marchés boursiers. Les incertitudes sur l'issue du conflit demeurent cependant élevées et le prix du pétrole sous tension, avec des perspectives moins favorables pour l'activité économique et l'inflation.

Le déclenchement du conflit en Iran avait dans un premier temps fait chuter les bourses (-10% environ pour l'Euro Stoxx 50). Par la suite, le cessez-le-feu décidé le 8 avril 2026, le début des négociations entre les États-Unis et l'Iran, ainsi que le pari des investisseurs sur un conflit bref, ont contribué à alimenter un rebond des marchés boursiers. A la mi-avril, l'Euro Stoxx 50 se rapproche ainsi de son plus haut historique atteint en février 2026 (cf. page suivante pour plus de détails). Quant au prix du pétrole brut (Brent), il a considérablement augmenté, tutoyant les 120 USD à la fin du mois de mars, contre environ 70 USD avant le début du conflit. S'il s'est depuis légèrement replié, il demeure à un niveau élevé oscillant, entre 95 et 100 USD à la mi-avril.

Les incertitudes économiques, les risques géopolitiques et l'accélération de l'inflation due au choc énergétique ont poussé les investisseurs à augmenter la prime de risque demandée aux États de la zone euro. Ainsi, les taux souverains à 10 ans des principales économies y ont connu une hausse significative et rapide. En moyenne, depuis le début du conflit, les taux d'emprunt ont grimpé d'un peu plus de 45 points de base, avec une hausse plus modérée pour l'Allemagne de (+38 points) et plus marquée pour l'Italie (+52 points). La plupart de ces taux souverains ont ainsi été propulsés à des niveaux inobservés depuis plusieurs années.

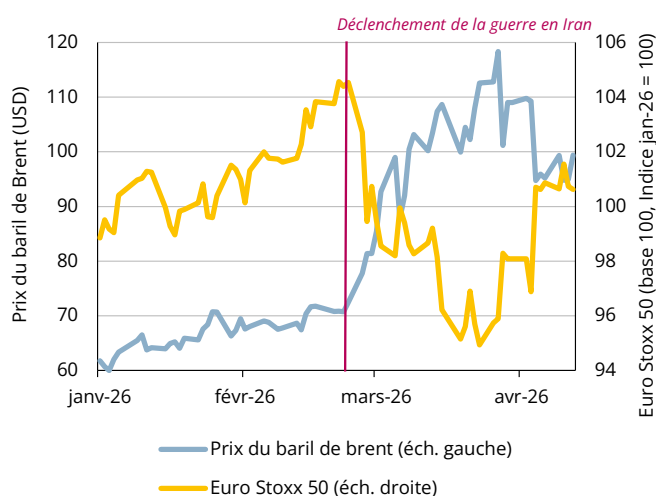
Anticipant un prix de l'énergie plus élevé et une perturbation des chaînes d'approvisionnements, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale¹ et à la hausse celles d'inflation pour l'année 2026. Le FMI a notamment raboté la croissance prévue en zone euro de 1.3% à 1.1% pour 2026. Cette révision est principalement due à celle de la croissance allemande, abaissée de 0.3 point de % en raison de la forte intensité énergétique de son économie. Quant aux prévisions d'inflation pour la zone euro, elles ont augmenté de 0.7 point passant de 1.9% à 2.6%.

Quels effets sur les ménages et les entreprises au Luxembourg ?

Dans l'enquête de mars, la confiance des consommateurs du Luxembourg s'est nettement repliée (au plus bas depuis un an), sur fond d'une dégradation des anticipations concernant la situation économique générale et la situation financière des ménages. Leurs anticipations d'inflation se sont fortement redressées, atteignant leur plus haut niveau depuis septembre 2022. Ces éléments transparaissent également dans le ressenti des consommateurs de l'ensemble de la zone euro.

¹ Entre le mois de janvier 2026 et [avril 2026](#), le Fonds monétaire international a abaissé sa prévision de croissance de 3.3% à 3.1%.

INDICE EURO STOXX 50 ET PRIX DU BARIL DE BRENT

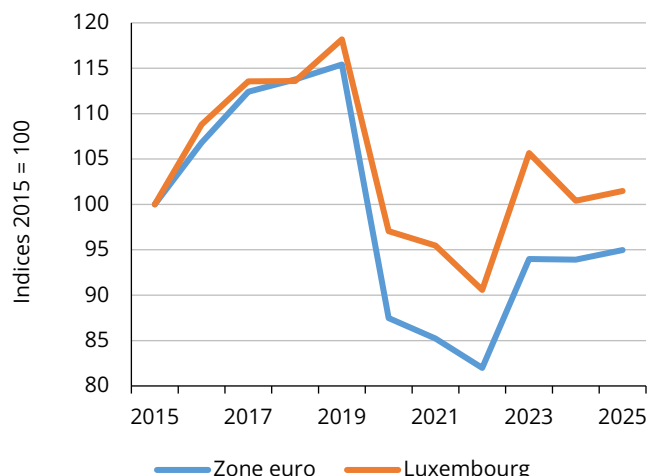


Source : Macrobond

Du côté des entreprises luxembourgeoises, les événements récents semblent avoir eu pour le moment peu d'impact. La confiance des industriels s'est redressée en mars pour le deuxième mois consécutif, sous l'effet notamment de rentrées de commandes du côté de la métallurgie. Celle des professionnels de la construction n'a que légèrement reflué, mais demeure sur une tendance haussière. Et du côté des services (commerce de détail, autres services non financiers), le moral des entreprises s'est encore légèrement amélioré en mars.

Consommation

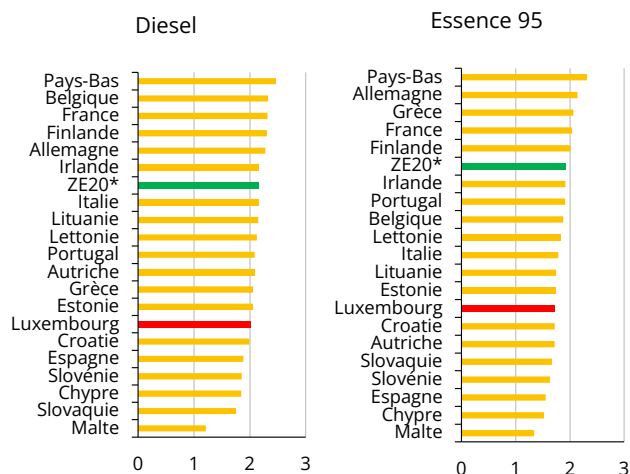
NOUVELLES IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES



Sources : ACEA, SNCA, calculs STATEC

Inflation

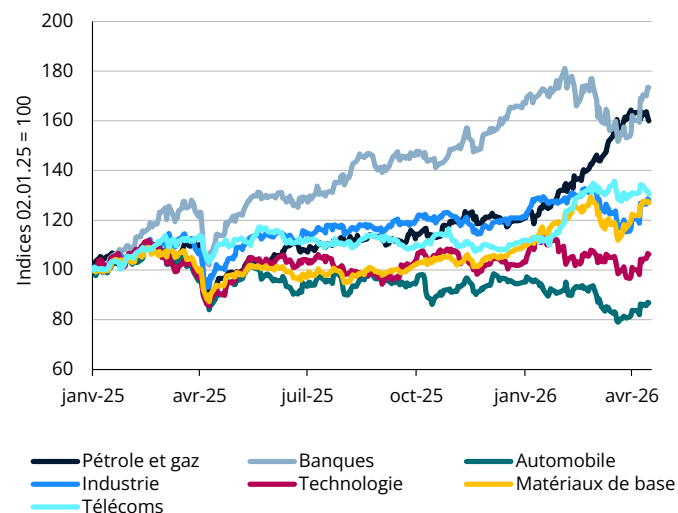
PRIX DES CARBURANTS À LA POMPE AU 13.4.26 (EN EUR/L)



Source : Commission européenne, * moyenne pondérée

Environnement financier

PRINCIPAUX SECTEURS DE L'EURO STOXX 50



Source : Macrobond

Les voitures prennent un coup de vieux

Les ventes de voitures particulières ont légèrement progressé au Luxembourg en 2025, de 1.1%. Cette hausse est similaire à celle enregistrée en zone euro, où les écarts sont cependant marqués entre les Etats membres : des chiffres très positifs proviennent du Sud, notamment de l'Espagne (+13%), du Portugal (+7%) et de la Grèce (+5%), tandis que la France (-5%), l'Italie (-2%) et la Belgique (-7%) ont pesé sur le résultat d'ensemble.

Le niveau des immatriculations demeure toutefois encore bien inférieur à celui qui prévalait avant la pandémie. Au Luxembourg, les immatriculations dépassaient les 50 000 par an de 2016 à 2019, un seuil qui n'a plus été atteint depuis. L'image est similaire pour la zone euro : depuis 2020, les immatriculations n'y ont jamais dépassé la barre des 10 millions par an, allègrement franchie sur les années précédentes. Ces moindres ventes de voitures neuves sur les années récentes, alors que la population a continué à croître, révèlent un vieillissement du parc automobile (et une transition lente du thermique vers l'électrique). Les résultats du début 2026 n'indiquent pas de retournement de tendance (-1.1% sur un an au Luxembourg au 1^{er} trimestre, -0.6% sur un an en zone euro sur les deux premiers mois).

Carburants : des effets très inégaux sur l'inflation

En mars, l'inflation dans la zone euro a atteint 2.6%, après 1.9% en février. Cette accélération est entièrement imputable aux prix de l'énergie, qui progressent de 5.1% sur un an. L'impact de la hausse des prix pétroliers sur l'inflation diffère toutefois au sein de la zone euro.

D'une part, les niveaux de prix et de taxation des carburants varient fortement d'un pays à l'autre : au 13 avril 2026, le prix du litre de diesel (TTC) variait ainsi de 2.47 EUR aux Pays-Bas à 1.21 EUR à Malte (où un gel des prix à la pompe a été instauré en 2022). D'autre part, l'impact inflationniste dépend également de la pondération des carburants dans l'indice des prix, laquelle varie sensiblement selon la structure du parc automobile. La part des voitures diesel va ainsi de 66% en Lettonie à 7% aux Pays-Bas (40% au Luxembourg). En termes de contribution à l'inflation annuelle, les Pays-Bas se distinguent, avec un apport cumulé du diesel et de l'essence de 0.97 point de %, devant la Grèce (0.62 point), l'Allemagne (0.42 point) et le Luxembourg (0.38 point selon l'IPCN).

Certains pays ont pris des mesures pour limiter la hausse des prix des carburants : baisse de la TVA en Espagne, baisse des droits d'accise en Italie, réduction de la taxe énergétique en Allemagne, plafond sur les marges bénéficiaires en Grèce, plafonds sur les prix à la pompe en Croatie.

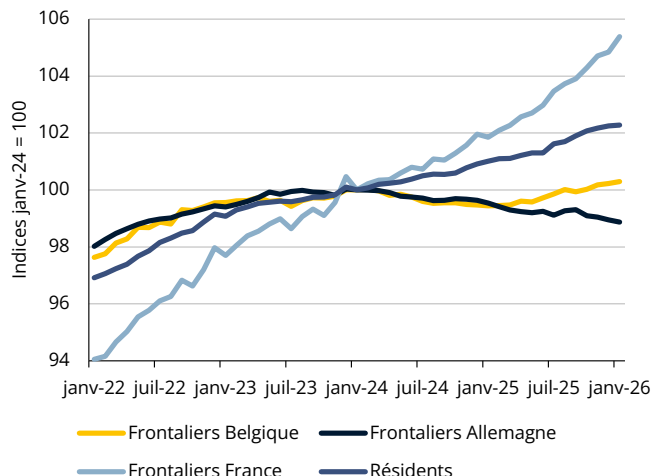
L'Euro Stoxx 50 porté par l'énergie et les banques

La montée des incertitudes concernant le conflit au Moyen-Orient et ses impacts potentiels ont eu un effet baissier assez brutal mais bref sur les principaux indices boursiers qui ont chuté en mars et remontent depuis. A la mi-avril, l'indice européen Euro Stoxx 50 affiche une progression de 5% par rapport à la fin de 2025, alors que l'indice britannique FTSE 100 gagnait 7% et le S&P 500 3%.

Le secteur ayant le plus progressé est celui de l'énergie, porté par la hausse des cours du pétrole principalement. Ce secteur a une pondération particulièrement élevée dans l'indice britannique (9%) et dans l'Euro Stoxx 50 (8%) alors qu'il ne compte que pour 4% dans le S&P 500. Les indices européens et britanniques bénéficient également d'une pondération plus forte des sociétés financières (resp. 24% et 26%) – qui ont fortement progressé sur les douze mois précédant le conflit (en particulier les banques) – et des entreprises actives dans le domaine des matières premières, qui progressent depuis la fin de 2025. Aux Etats-Unis, c'est le secteur de la technologie qui pèse le plus (33%, contre 16% en zone euro et 1% au Royaume-Uni). Ce secteur pâtit d'une baisse de confiance et se replie depuis l'automne 2025, contrastant avec la tendance quasi exponentielle des quinze dernières années.

Marché du travail

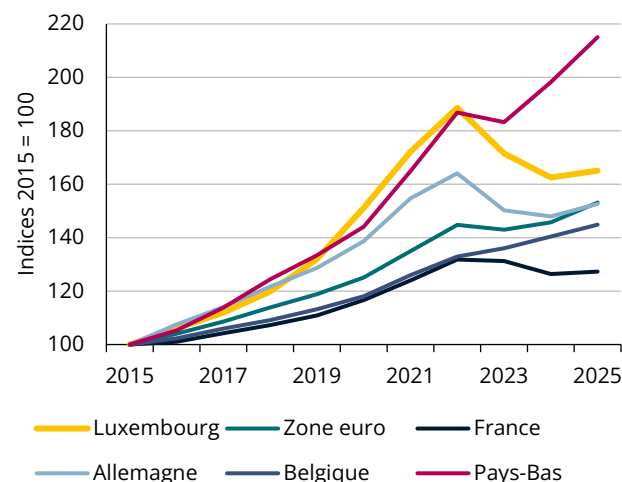
EMPLOI SALARIÉ FRONTALIER ET RÉSIDENT



Sources : IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

Immobilier

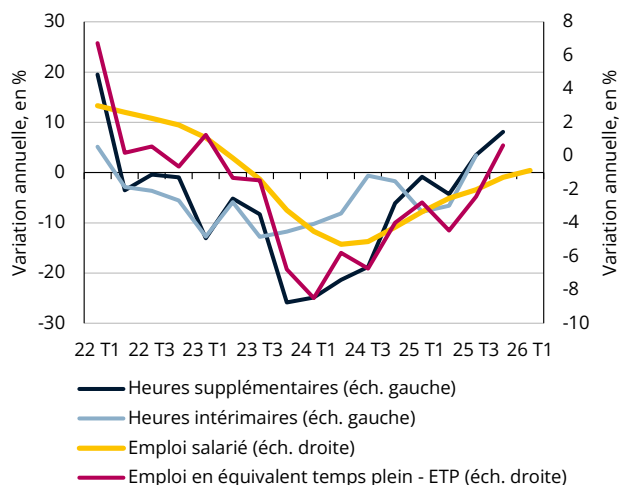
PRIX DE VENTE DES LOGEMENTS



Sources : Eurostat, STATEC

Construction

EMPLOI ET INDICATEURS ASSOCIÉS DANS LA CONSTRUCTION



Sources : IGSS, STATEC

Les frontaliers français en nette progression

A l'entrée de 2026, l'emploi frontalier s'affiche nettement plus dynamique (+2.0% sur un an au 1^{er} trimestre, chiffres préliminaires) que l'emploi national (+1.2%). En fonction du pays de résidence des frontaliers, les trajectoires divergent cependant : forte hausse du côté français (+3.5% sur un an en janvier, soit +4 270 salariés), une certaine reprise côté belge (+0.9%, soit +430 salariés) et poursuite de la baisse amorcée dès le début de 2024 côté allemand (-0.7%, soit -330 salariés).

A noter que parmi les frontaliers venant de Belgique, le nombre de Belges s'est tout juste stabilisé sur un an, alors que les Luxembourgeois et les Portugais sont notamment à l'origine de la hausse (+150 salariés pour ces deux nationalités sur un an en janvier environ). La hausse des frontaliers français reste en revanche essentiellement portée par les salariés de nationalité française (+2 800). Ils sont le plus souvent occupés dans le commerce, le secteur financier et les services aux entreprises, mais la progression la plus forte est enregistrée pour la santé et l'action sociale. Les Luxembourgeois résidant à l'étranger travaillent quant à eux le plus souvent dans l'administration publique et la santé et action sociale alors que ce sont la construction et les services administratifs et de soutien qui occupent le plus de Portugais non-résidents.

Légère hausse des prix immobiliers en 2025

Au 4^e trimestre 2025, les prix de vente de l'immobilier résidentiel ont légèrement progressé sur un trimestre (+0.4%), après deux trimestres perturbés par des effets liés aux mesures de soutien (+4.4% au T2 suivi de -3.5% au T3). Les appartements existants affichent la hausse la plus nette (+1%), alors que les prix des maisons stagnent (+0.2%) et ceux des appartements neufs diminuent encore (-0.8%).

Sur l'ensemble de 2025, les prix immobiliers augmentent de 1.6%, renouant ainsi avec la croissance après deux années de baisse (-9.1% en 2023 et -5.2% en 2024). L'ampleur de la progression en 2025 profite du niveau exceptionnellement élevé des prix au 2^e trimestre lié aux mesures. La hausse des prix en 2025 est relativement similaire pour tous les types de biens, variant de +1.3% pour les appartements existants à 1.8% pour les maisons et 1.9% pour les appartements neufs. En zone euro, les prix ont augmenté dans tous les pays en 2025, à l'exception de la Finlande. En France et en Allemagne, les prix immobiliers ont aussi remonté en 2025 après deux années de recul, de 0.7% et 3.2% respectivement.

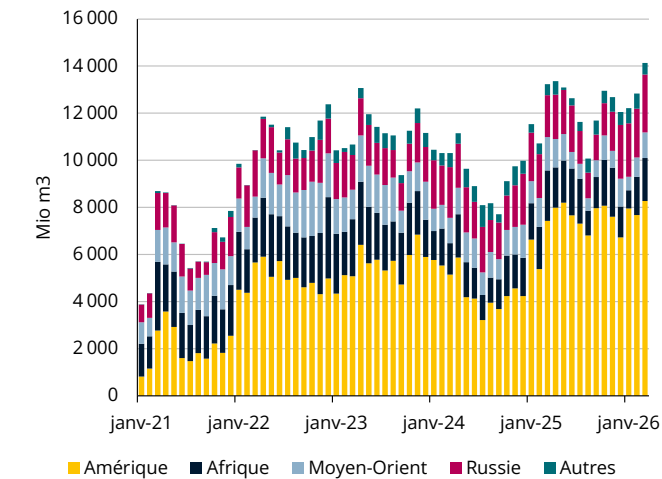
Des signaux encourageants pour l'emploi dans la construction

L'emploi dans la construction semble s'être stabilisé sur les deux derniers trimestres (données désaisonnalisées). Au 1^{er} trimestre 2026 (données provisoires), il serait encore de 0.9% inférieur à son niveau de l'année précédente, (comparé à -1.3% et -2.0% sur les trimestres précédents).

Plusieurs indicateurs, pouvant être considérés comme précurseurs, suggèrent une amélioration de la situation. Les heures travaillées par des intérimaires dans la construction, dont l'évolution est la plus fortement corrélée avec celle de l'emploi avec une avance de 3 trimestres, affichent pour la première fois depuis 3 ans une hausse au 3^e trimestre 2025. De plus, les heures supplémentaires prestées dans la construction affichaient des hausses de 3.5% et 8.1% sur un an au 3^e et 4^e trimestres 2025. Cette évolution positive, qui s'est poursuivie en janvier 2026, indique un besoin accru de main-d'œuvre qui à terme devrait se traduire par des hausses d'effectifs. Plus généralement, l'emploi en équivalent temps-plein (ETP) de la construction, qui ajuste les heures par le nombre d'heures ouvrables, a augmenté de 0.6% sur un an (+0.4% hors heures supplémentaires) au 4^e trimestre 2025. Par ailleurs, les perspectives d'emploi renseignées par les entreprises de la construction dans les enquêtes de conjoncture ont bien augmenté depuis le début de 2025 et se situent en février et mars 2026 un peu au-dessus de leur moyenne de long-terme.

Energie

IMPORTATIONS DE GNL EN EUROPE



Source : Bruegel

Les importations de gaz naturel liquéfié ont atteint un niveau record

Parallèlement aux tensions au Moyen-Orient, les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en Europe ont atteint un niveau record en mars 2026. Elles représentaient déjà 46% des importations totales de gaz en Europe en 2025, contre seulement 20% en 2021. Cette hausse est principalement portée par des volumes records en provenance des États-Unis, qui fournissent environ 60% du GNL (soit plus d'un quart du total importé), mais aussi par les livraisons russes.

En mars, les effets du conflit en Iran sur les approvisionnements en provenance du Moyen-Orient n'étaient pas encore visibles, les volumes correspondants étant légèrement supérieurs aux niveaux moyens de 2025. Toutefois, un impact est attendu dès avril, le transport via le détroit d'Ormuz vers l'Europe prenant généralement entre deux semaines et un mois, selon que les navires passent par le canal de Suez ou contournent l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance. L'impact direct sur la sécurité d'approvisionnement devrait rester limité, le Moyen-Orient représentant moins de 5% des importations totales de gaz en Europe. En revanche, la concurrence mondiale pour le GNL hors Moyen-Orient devrait s'intensifier, entraînant une pression à la hausse sur les prix en Europe, déjà visible sur les prix au comptant.

Tableau de bord

	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-3.4	9.9	-2.0	9.4	-0.8	-0.9	-15.2	...	...	-5.5	1.2
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-0.7	6.4	-0.2	2.1	4.3	-1.7	5.3	...	...	2.8	-0.4
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	9.9	3.6	5.5	-3.4	2.3	-0.1	2.9	...	...	1.6	1.5
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.3	2.4	2.6	2.7	3.0	3.1	1.3	1.3	2.4	1.6	1.7
Inflation hors produits pétroliers	2.5	2.4	2.4	2.5	2.6	2.9	1.9	1.7	1.8	1.8	1.7
Indice des produits pétroliers	0.0	2.2	7.5	7.0	12.2	5.7	-9.2	-7.3	11.5	-1.8	0.4
Indice des prix à la production industrielle	1.2	-0.8	-1.5	-2.7	-2.8	-3.0	-3.9	-4.6	...	-3.8	1.3
Indice des prix à la construction ¹	1.8	1.8	1.8	2.0	2.0	2.0	...	...	...	2.0	0.8
Coût salarial moyen par personne (CNT)	5.3	5.3	5.3	4.6	4.6	4.6	...	...	...	4.6	2.4
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	7.3	0.8	5.1	2.6	-1.6	9.2	-0.7	...	...	2.0	-1.3
Importations de biens en volume	25.8	14.3	5.8	32.7	10.5	5.7	13.6	...	...	9.6	1.8
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	1.3	1.3	1.4	1.5	1.5	1.4	1.5	1.5	1.7	1.6	0.7
Emploi national	1.2	1.3	1.5	1.5	1.4	1.4	1.2	1.2	1.3	1.2	0.8
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	5.9	5.9	6.1	6.0	6.2	6.2	6.3	6.3	6.3	6.3	5.9

Source : STATEC. Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels. ¹ Estimations sur base de données semestrielles

Repères

Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2024 T3	2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4
	0.4	0.4	0.6	0.1	0.3	0.2
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)	Variation annuelle en %					
	2022	2023	2024	2025	Prévision 2026	Prévision 2027
	-1.1	0.1	0.4	0.6	1.7	2.1

Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)

PIB en valeur (2025) 89 522 Mio EUR	Salaires minimum mensuel (01/05/2025) 2 703.74 EUR Prochaine indexation des salaires prévue : T2 2026	Indice des prix à la consommation (03/2026) 1 044.03 Moyenne semestrielle de l'indice: 1 035.12	Balance courante (T4 2025) -47 Mio EUR	Population résidente (01/01/2025) 682 000
---	--	--	--	---

STATEC

Version révisée le 05/05/2026

Pour en savoir plus
Bureau de presse | ☎ +352 247-88455 | ✉ press@statec.etat.lu
statistiques.lu

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! Inscrivez-vous à notre newsletter

